



## Éditorial



### LA REVOLUTION N'EST PAS UN LONG FLEUVE TRANQUILLE

Le printemps arabe a été une surprise pour le monde entier incrédule, y compris pour les spécialistes qui n'avaient rien prévu. A posteriori, les experts, diplomates et chercheurs expliquent que des signes annonciateurs étaient apparus depuis longtemps. Et que les ingrédients de la révolte étaient réunis. Sans doute.

Depuis, aussi bien dans les pays où la révolution triomphe que là où elle se dégrade en répression de la population civile par l'appareil militaire de l'État, les évolutions du monde arabe laissent parfois perplexes. Faut-il dire avec certains qu'au printemps arabe a succédé l'hiver islamiste ? La révolution sera-t-elle confisquée ? Où donc est passé l'enthousiasme de ceux qui avaient chassé les despotes corrompus ? Va-t-il se vérifier une fois encore le vieil adage : la révolution mange ses enfants ?

J.J. Pérennès, de l'Institut dominicain d'Études orientales, nous explique où en est la transition politique en Égypte. Beaucoup d'Européens ont des difficultés à surmonter leur peur et à rester sereins devant le monde arabe. Malgré la proximité géographique, un profond fossé d'incompréhension sépare la rive nord de la Méditerranée de sa rive sud et orientale. Ces deux mondes se renvoient des images mutuellement négatives et non dénuées de stéréotypes. JJ Pérennès, Français vivant en Égypte, est bien placé pour jouer les médiateurs, surmonter ce fossé et nous alerter sur ce qui est véritablement nouveau dans ce printemps arabe qui se prolonge. Ce qui était en gestation depuis des années se révèle au grand jour désormais. La révolution est générationnelle autant que politique, et culturelle plus encore.

Antoine Sondag

antoine.sondag@lebret-irfed.org

## Où en est la transition politique en Égypte ?

par Jean-Jacques Pérennès, o.p.\*

**Le printemps arabe n'a pas fini de déployer ses effets, en Syrie évidemment, mais aussi dans les pays où les révoltes populaires ont chassé les anciens despotes, comme en Tunisie, au Yémen ou en Libye. Et plus encore en Égypte qui attire les regards à cause du poids de ce pays et de son passé de leadership (relatif) dans le monde arabe. C'est en Égypte aussi qu'on trouve des artistes, des intellectuels, des libéraux dont le sort nous donne une indication sur la qualité de la démocratie dans un pays, arabe ou autre. C'est en Égypte qu'on trouve une proportion importante de chrétiens dont le sort nous renseigne sur l'aptitude des nouvelles démocraties à devenir pluralistes. Et cela intéresse bien au-delà des cercles chrétiens du Moyen-Orient.**

**L**e monde musulman s'est enflammé une fois encore à la seule vue de quelques extraits d'un mauvais film américain, jugé offensant par beaucoup de musulmans. Au-delà des violences inutiles qui en résultent, l'incident n'aide pas à comprendre ce qui se passe dans les pays du « printemps arabe ». Il tend, au contraire, à confirmer les analyses pessimistes de ceux qui n'y voient qu'une victoire bien inquiétante de l'islamisme. Inquiétante, car, selon certains, nous ne vivrions là qu'une étape vers une emprise qui, à terme, devrait toucher l'Occident. Il est urgent de tenter de présenter un point de vue un peu plus serein, qui ne cache pas des inquiétudes légitimes.

### Le goût de la liberté

On a du mal à réaliser qu'il y a moins de deux ans l'Égypte était et semblait condamnée à vivre encore longtemps sous un régime

politique autoritaire installé depuis Nasser, c'est-à-dire près de soixante ans. En dix-huit jours, ce régime s'est écroulé sous une double pression<sup>1</sup>.

Le régime de Moubarak, comme celui de Ben Ali, était un régime usé. L'idéologie politique sur laquelle il reposait avait eu son heure de gloire : Nasser savait mobiliser les foules autour des thèmes de l'indépendance nationale, du panarabisme, de la libération du colonialisme et du sous-développement. Le peuple y croyait, mais ce discours politique a fait long feu, prolongé sans succès par des leaders sans charisme. Ces régimes politiques arabes n'ont tenu des décennies que grâce à de puissants systèmes de répression, appuyés par le parti unique et la corruption. Ils sont tombés en même temps,

<sup>1</sup> Pour un rappel des grandes dates de la chute du régime de Moubarak, on peut consulter Claude Guibal -Tanguy Salaün, *Tahrir, anatomie d'une Révolution*, Seuil, 2011, 243 p.

\*Directeur de l'Institut dominicain d'Études orientales, Le Caire, Égypte.

Ce texte de J.-J. Pérennès a paru dans une première version dans *La Lettre de Justice et Paix*, publiée par le service Justice et Paix de la Conférence des évêques catholiques de France.

Voir le site [www.justice-paix.cef.fr](http://www.justice-paix.cef.fr)

## POUR S'INFORMER SUR L'IDEO, INSTITUT DOMINICAIN D'ÉTUDES ORIENTALES DU CAIRE

On consultera [www.ideo-cairo.org](http://www.ideo-cairo.org)

De JJ Pérennès, économiste de métier qui se consacre actuellement à la biographie de figures dominicaines engagées dans le dialogue avec l'Islam, on pourra lire en particulier *Pierre Claverie, un Algérien par alliance*, Cerf, 2000, 391 p., une biographie de l'évêque d'Oran assassiné durant les années noires de l'Algérie.

non par mimétisme, mais comme les fruits mûrs (ou pourris) d'un arbre.

Privés de débat politique, les Égyptiens comme les Tunisiens n'en étaient pas moins insérés dans une culture mondialisée. Chaque jour, les chaînes satellitaires, Internet, Facebook, etc., font entrer dans toutes les familles, fussent-elles islamistes, des images d'une autre vie, dans des pays où la liberté et le droit au débat sont des acquis pour tous. Des régimes aussi usés ne pouvaient pas résister longtemps à une telle pression, surtout quand, dans un pays, 60 % de la population a moins de vingt ans.

La nuit du départ de Moubarak, le peuple égyptien a chaviré de bonheur, toutes classes sociales confondues ou presque. Peu de gens regrettent le régime déchu. Les incertitudes du moment ne doivent pas nous faire oublier la victoire populaire que représentent la fin de la peur et la découverte de la liberté. À terme, ce passage d'une problématique de la libération - qui était une aspiration collective - à une expérience de la liberté - qui est une expérience du sujet - pourrait bien être une irruption réelle de la modernité dans des sociétés encore très traditionnelles. On n'est donc qu'au début d'un profond changement de société. Telle est en tout cas l'hypothèse ici présentée.

### Le temps de la politique

Les lampions de la fête furent vite éteints. On est alors entré dans la complexité de la politique. Abandonné à la hâte par ses détenteurs, le pouvoir politique a été remis provisoirement à un Conseil supérieur des forces armées (CSFA) qui a tenté de gérer l'interim et de préserver au maximum les intérêts et privilèges d'une armée au pouvoir depuis des décennies.

La première tâche fut de modifier une Constitution révisée il y a quelques années pour garantir l'accès du pouvoir de Gamal Moubarak, fils du président. Libéraux et islamistes se sont affrontés sur l'opportunité de la refaire complètement ou, au contraire, de n'en modifier provisoirement que quelques articles. C'est cette solution qui l'a emporté par référendum, le 19 mars 2011. Mais, du coup, la refonte de la Constitution a été remise à plus tard, au risque - et c'est le problème du moment - de ne plus bien savoir qui a la légitimité pour la rédiger.

La seconde étape importante de la transition a été, en effet, celle des élections législatives. Celles-ci ont eu lieu entre novembre 2011 et janvier 2012 et ont porté au pouvoir une large majorité islamiste dont la composition a surpris. Les 47 % obtenus par le Parti Liberté et Justice des Frères musulmans étaient attendus, car on savait la confrérie très structurée par des décennies de clandestinité et de résistance à la répression. En revanche, l'irruption des salafistes qui ont obtenu 24 % des sièges a été un choc que peu de politologues ou de diplomates avaient prévu.

L'idéologie salafiste classique préconise de se tenir à l'écart de la politique qui est le monde de la compromission. Aussi, les salafistes sont seulement entrés en politique il y a moins d'un an et ont pourtant gagné une large audience dans les couches populaires de la population, grâce à l'appui financier des pays du Golfe, que le régime de Moubarak a laissé faire, estimant que ce rigorisme religieux n'était pas un réel risque politique, contrairement aux Frères musulmans, qu'il a systématiquement et méthodiquement réprimés<sup>2</sup>. Les partis

2 Pour une introduction, voir Bernard Rougier, *Qu'est-ce que le salafisme ?*, Paris : PUF,

libéraux, eux, ont fait un piètre score, comme en Tunisie, n'ayant pas su s'unir autour de plate-formes politiques et de nouveaux leaders. Ils peinent aujourd'hui à faire entendre leurs voix dans une Assemblée du Peuple où les islamistes, toutes tendances confondues, représentent 76 % des sièges.

La troisième étape marquante de la transition a été l'élection présidentielle de juin 2012 qui a amené au pouvoir un membre de la confrérie des Frères musulmans, Mohamed Morsi. La campagne qui a précédé l'élection a été riche en surprises : mise hors jeu par la Commission électorale de candidats de premier plan comme Khairat al-Chater, premier candidat des Frères musulmans, ou Omar Souleymane, candidat de dernière minute des partisans de l'ancien régime. Même Amr Moussa, célèbre ancien ministre des Affaires étrangères et secrétaire général de la Ligue arabe, n'est pas parvenu au second tour, surclassé par un général sans charisme, Ahmed Chafiq, pour qui beaucoup de libéraux et de coptes ont voté, par défaut.

Moqué parce qu'il n'était que « la roue de secours » de la confrérie, le candidat élu, Mohamed Morsi, s'est très vite employé à récupérer un pouvoir politique que les militaires du CSFA avaient tenté en extremis de lui confisquer. Il a habilement écarté et mis à la retraite le maréchal Tantaoui, inamovible ministre de la Défense, et refusé la Déclaration constitutionnelle que les militaires avaient proclamée à quelques jours de la passation du pouvoir des militaires aux civils, fin juin 2012. Celle-ci ôtait au président de la République des pouvoirs qu'il s'est empressé de récupérer, montrant en cela une réelle habileté politique.

On ne sait guère, en revanche, quelles seront les attributions du président et les équilibres futurs du pouvoir politique, la rédaction d'une nouvelle Constitution se révélant laborieuse. Une Assemblée constituante de cent membres mise en place au printemps a vite été dissoute devant la partialité de sa composition. Forts de leur

2008, 271 p. ; Samir Amghar, *Le salafisme aujourd'hui, Mouvements sectaires en Occident*, Paris : Michalon éditions, 2011, 284 p.



victoire électorale massive, les islamistes avaient revendiqué 70 % des sièges, ce qui a vite poussé à la démission des libéraux, les coptes, puis les magistrats de la Haute Cour Constitutionnelle, et même les religieux d'al-Azhar. Une seconde Assemblée, plus équilibrée, travaille actuellement à un projet de Constitution promis pour fin septembre, mais ces débats, pourtant essentiels, sont loin de passionner une opinion publique qui a, aujourd'hui, bien d'autres préoccupations.

### Les saveurs douces-amères de la Révolution

Il est prématuré de juger une transition politique qui n'a que quelques mois. On peut, néanmoins, esquisser quelques éléments d'un premier bilan.

Comme dans beaucoup d'autres révolutions, l'enthousiasme de ceux qui ont été les principaux hérauts du changement s'est largement envolé. En grande partie, parce que la jeunesse de Tahrir n'a pas su ni pu transformer ses aspirations en une expression politique structurée et organisée. La place Tahrir est restée occupée plusieurs mois par quelques groupes irréductibles, mais leurs baraquements et leurs slogans avaient un côté naufragé qui contrastait avec l'enthousiasme et la créativité de janvier-février 2011, où l'humour égyptien a déployé toutes ses ressources. Il reste que le nouveau pouvoir devra entendre cette aspiration à la liberté, au débat politique, à l'initiative de la base, dans une société où l'essentiel reste aux mains d'une administration et d'un personnel politique habitués à des fonctionnements aujourd'hui récusés.

Désormais, c'est tout le peuple égyptien qui a pris goût à la liberté, et cela est un acquis immense. Aux législatives et, à un moindre degré aux présidentielles, les Égyptiens ont voté avec enthousiasme.

Pour la plupart d'entre eux, c'était la première fois de leur vie : avant, voter ne servait à rien, puisque les résultats étaient toujours falsifiés. Ce droit à la parole s'exprime également dans les nombreuses grèves qui agitent le pays depuis des mois, touchant toutes les catégories socioprofessionnelles : policiers, enseignants, personnel d'Égyptair, chauffeurs

### ÉGYPTE... LE RÊVE SE TRANSFORMERAIT-IL EN CAUCHEMAR ?

La blague dit qu'on aurait demandé à une danseuse égyptienne ce qu'elle allait faire de sa vie, maintenant que les islamistes sont montés au pouvoir. La danseuse aurait répondu : « Je travaillerai avec eux ». Ne comprenant pas sous quelle forme elle travaillerait avec eux, alors que tout le monde sait le regard que portent nos amis islamistes sur l'art, son interlocuteur lui posa la question du comment. La danseuse répondit, tout naturellement : « Ne vont-ils pas faire des films islamiques ? N'auront-ils pas besoin d'artistes qui joueraient les mécréants ? Et ben voilà... »

L'humour égyptien est éloquent. La dérision y devient une arme contre l'hégémonie, contre l'absurde. Encore une fois, l'humour traduit toutes les contradictions d'une société en pleine transition. Aspiration à la liberté, mais attachement presque obsessionnel aux valeurs conservatrices. Exigence de la démocratie, mais peur quasi maladive de la laïcité et de toute séparation entre le politique et le religieux.

Beaucoup d'observateurs ne manquent pas de faire remarquer le ton populiste des élus et dirigeants islamistes en Égypte, mais aussi en Tunisie et au Maroc. Mais la rue, elle, est contente. « L'islam a triomphé ». Comment peut-on ainsi aspirer à la démocratie et à la liberté, et se complaire dans cette servilité presque volontaire face à la chose religieuse ?

Le printemps démocratique aurait-il écrasé des dictatures militaires pour mettre en place des dictatures islamistes ? Les peuples qui ont renversé les régimes totalitaires presque en un clin d'œil (une pensée sincère pour le peuple syrien qui se fait tuer quotidiennement en silence sans que personne ne trouve cela scandaleux !) serait-il capable de dire « Dégage » à l'hégémonie religieuse et islamiste ? Arrivera-t-on, dans les sociétés ayant connu les révolutions, à instaurer une véritable séparation entre le politique et le religieux ?

Certains anthropologues estiment que le chemin vers la sécularisation des pays de la région est irréversible ; et que le changement des structures de pensées prend des décennies, voire des générations. Il est vrai qu'apprendre à penser par soi-même, sans que les actes et les pensées ne soient dictées par une autorité quelconque, est un chemin laborieux à mettre en place. Or, nos amis islamistes, tout comme les dictateurs d'avant-printemps, n'ont aucun intérêt à libérer la pensée ni à développer l'esprit critique. La notion de *Oumma* (nation) est, d'ailleurs, très révélatrice. La « *Oumma* arabe », la « *Oumma* islamique »... L'individu n'y existe pas. Il faut se conformer à la masse. Il faut suivre le troupeau. La pensée unique devient ainsi un moyen efficace pour exercer le pouvoir. Et dans ce cas précis, ce serait une pensée non seulement unique, mais divine ! On gouvernerait au nom du Dieu tout puissant. Qui oserait contester des décisions prises au nom de Dieu ?

La dernière (et triste) anecdote en date est la demande de certains élus islamistes en Égypte de baisser la date légale de mariage des filles de 18 ans à 9 ans ! Pourquoi ? Pour faire comme le prophète, qui a épousé Aïcha alors qu'elle avait 9 ans. Si ce n'est pas une demande d'institutionnaliser et de légaliser la pédophilie, quel nom donner à cette demande qui traduirait davantage l'obsession sexuelle que la volonté d'appliquer la *charia* (loi divine) ? C'est à se demander qui produit les plus grandes « atteintes à l'islam », certains mauvais films, quelques caricatures... ou alors quelques sorties de nos amis islamistes, doublées de la réaction, souvent violente, contre toute action ou production contestées par les musulmans ?

Sanaa El Aji  
écrivaine, journaliste

On peut lire son blog (arabe et français) sur  
[www.sanaa-elaji.com](http://www.sanaa-elaji.com)

de bus, dockers. Les revendications sont souvent légitimes, mais la première d'entre elles, c'est le droit de pouvoir discuter, négocier avec une direction qui, jusqu'ici, ne réagissait que par la répression. Un énorme chantier social est ouvert ici.

Sous l'effet conjugué de tous ces événements, l'économie égyptienne a beaucoup souffert. Le taux de croissance du PIB est tombé de plus de 5,1 % en 2010 à 1,8 % en 2012. Le tourisme, bien sûr, a pâti de l'instabilité politique, mais c'est surtout le quasi-arrêt de l'investissement direct étranger qui pénalise l'économie. Cela représentait près de 15 milliards de dollars par an. Ce ralentissement a pour conséquence la montée du chômage et un renvoi à plus tard de beaucoup de projets ; les entreprises étrangères ou multinationales ne veulent pas quitter l'Égypte qui est, à terme, un énorme marché potentiel, mais elles attendent une stabilisation de la situation pour investir à nouveau. Les caisses de l'État sont maintenant presque vides et des emprunts massifs doivent être envisagés, auprès du FMI en particulier.

L'homme de la rue se plaindra aussi volontiers d'une insécurité qu'il ne connaissait pas jusque-là. Le régime déchu s'appuyait sur une police nombreuse et qui avait tous les droits. Ceux-ci lui étaient garantis par la reconduction tous les deux ans de l'état d'urgence décrété après l'assassinat de Sadate en 1981. Cette législation d'exception permettait d'arrêter et de détenir quiconque sans mandat d'arrêt. Forte de ses privilèges, la police n'hésitait pas à rançonner la population, voire même à torturer, ce qui est apparu au grand jour avec l'assassinat du jeune Khaled Saïd dans un commissariat de police d'Alexandrie, en juin 2010. Depuis la chute de Moubarak, effrayée de devoir payer ses exactions passées, la police se montre très peu dans l'espace public. D'où l'apparition d'une

certaine délinquance, aggravée par les trafics d'armes provenant de Libye. Restaurer l'ordre public dans un État de droit est une des tâches prioritaires du nouveau régime. On pourrait continuer la liste des impressions du peuple égyptien, dix-huit mois après la chute de Moubarak. Il y a de nombreux facteurs d'inquiétudes, du côté de l'économie et du social, en particulier, mais le pire a, pour le moment, été évité.

### Révolution politique ou révolution culturelle ?

Le ton dominant de beaucoup d'analystes étrangers est pessimiste : pour beaucoup, le « printemps arabe » serait déjà devenu un « hiver islamiste ». C'est également la conviction d'une partie significative de la communauté copte d'Égypte, 10 % de la population qui craint de voir son statut encore plus fragilisé. Trancher si nettement, c'est oublier que l'on est seulement au début d'un processus de transformation qui prendra des décennies<sup>3</sup>. Processus largement initié par une jeunesse mondialisée qui a révélé au grand jour la modernisation en cours des sociétés du sud de la Méditerranée. Grisés par leur victoire électorale massive, les Frères musulmans sont tentés d'accaparer tous les postes pour promouvoir au plus vite l'État islamique dont ils rêvent. Leurs concurrents salafistes les entraînent volontiers sur le terrain de la surenchère religieuse. Suivre cette pente est un risque politique car le peuple égyptien attend des réponses sur le terrain de l'emploi, de la qualité des hôpitaux et des écoles, d'un mieux-être au quotidien et c'est à cette aune-là qu'il jugera ses nouveaux dirigeants. Ne pas l'entendre fera le jeu des extrémistes<sup>4</sup>. La Révo-

3 Cf. Bertrand BADIE, « *Le printemps arabe : un commencement* », *Études*, juillet-août 2011, p. 7-18.

4 Cf. Gilles Kepel « *Si les élites arabes négligent le social, l'ombre du 11 septembre se propagera* », *Le Monde*, 18 sept. 2012.

lution en cours est autant culturelle que politique ; elle est porteuse d'une grande revendication de dignité et de citoyenneté<sup>5</sup>. La société civile, trop longtemps brimée et étouffée par un régime autoritaire et liberticide, ne demande qu'à mettre en œuvre les espérances qui sont nées à Tahrir. La classe politique égyptienne, toutes tendances confondues, a encore beaucoup de chemin à faire pour entendre une telle attente et savoir y répondre.

Jean-Jacques Pérennès, op.  
Septembre 2012

### Derniers numéros parus



- 406 : *Repères pour une écospiritualité*, par Michel-Maxime Egger
- 405 : *Suicide ou survie de l'humanité ?* par Yves Berthelot
- 404 : *Haïti : redevabilité sociale et mise en place d'un système démocratique*, par Pierre Enocque François
- 403 : *Développement durable : les enjeux de Rio+20*, par Jean-Pierre Piéchaud
- 402 : *Le Bien vivre : terreau où germent de nouvelles alternatives*, par Eduardo Gudynas
- 401 : *L'accaparement des terres dans les pays du Sud*, par Dominique Chassard
- 400 : *Vers un autre modèle de développement ?*, par Mathias Rethinam
- 399 : *Le moment actuel du Forum social mondial*, par Chico Whitaker
- 398 : *La question religieuse en Indonésie*, par Elga Sarapung
- 397 : *Une terre pour nourrir tous les hommes*, par Louis Pilard
- 396 : *Les errements de la microfinance*, par L.A. Samy

On trouvera les numéros récents sur le site [www.lebret-irfed.org](http://www.lebret-irfed.org). Des numéros imprimés sont disponibles sur demande au secrétariat : [contact@lebret-irfed.org](mailto:contact@lebret-irfed.org)

5 Cf. l'ouvrage d'Akram BELKAÏD, *Être arabe aujourd'hui*, Carnets Nord, 2011, 298 p.

**Développement et civilisations** est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-IrfeD - 49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - [contact@lebret-irfed.org](mailto:contact@lebret-irfed.org)

L'association Développement et Civilisations - Lebret-IrfeD anime le **Réseau international pour une Économie humaine**, réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

**Directeur de la publication** : Yves Berthelot - **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag - **Conseil de rédaction** : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Vincent Berthet, Karine Besses, Pierre Chalvidan, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Serge Lafitte, Karine Meaux, Marilza De Melo-Foucher, Pierre Vilain. La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

**Pour soutenir nos actions** : chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-IrfeD

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N° IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé

